

Par
**ISABELLE
LAUSENT-
HERRERA ***

L'ÉCRIVAIN Mario Vargas Llosa n'avait certainement pas envisagé que l'une des figures asiatiques qui parsèment ses romans – boutiquiers chinois ou agriculteurs japonais – puisse un jour se poser face à lui en rival et, ironie du sort, prétendre gouverner un Pérou à la dérive. La brusque et surprenante apparition, sur la scène politique, de M. Alberto Fujimori est venue rappeler la diversité raciale de la population du Pérou et les conflits latents d'ordre ethnique face à un pouvoir traditionnellement blanc.

Dernière arrivée de toutes les communautés étrangères installées au Pérou au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la communauté japonaise a fait l'objet de nombreuses critiques en raison de ses ambitions économiques et de sa résistance à l'intégration. Son importance numérique a toujours été difficile à évaluer. On peut cependant estimer à plus de 33 000 les résidents japonais au Pérou en 1941 et, actuellement, à 70 000 ou 80 000 les résidents et leurs descendants, les *Nisei* pour la deuxième génération et les *Sansei* pour la troisième.

L'immigration au Pérou commence en 1899 alors que les efforts de modernisation du Japon de l'ère Meiji sont freinés par le poids d'une population rurale encombrante qu'il destine à l'émigration. Le Pérou, privé de la main-d'œuvre chinoise depuis le traité de Tien-Tsin (1874), est grand demandeur de travailleurs dociles et bon marché. Le Japon, qui depuis 1869 avait une politique migratoire vers Hawaii puis vers la Californie, le Mexique, le Canada et les Etats-Unis, se trouva confronté à une succession de lois protégeant ces pays de l'immigration asia-

tique (tant chinoise que japonaise). C'est donc favorablement que les compagnies d'immigration (subventionnées par le gouvernement impérial) accueillirent les propositions d'Augusto Bernardino Leguia, gérant de la British Sugar Company, futur président du Pérou, d'introduire des travailleurs japonais dans les grands domaines sucriers de la côte péruvienne.

Jusqu'en 1923, des milliers d'hommes et de femmes – en majorité originaires d'Okinawa, – encadrés par ces compagnies, arrivèrent au Pérou à la recherche de meilleures conditions de vie et dans l'espoir d'un retour « glorieux » au pays. Destinés à l'agriculture, ils passèrent, une fois affranchis de leur contrat, du statut d'ouvrier agricole à celui de fermier et même de propriétaire, rachetant petit à petit de grandes haciendas cotonnières comme ce fut le cas dans la vallée de Chancay où N. Okada réussit, avant guerre, à contrôler les trois quarts d'une production régionale qu'il destinait au Japon.

Dans les villes, les migrants japonais se distinguèrent dans le métier de coiffeur dont la corporation acquit une grande importance politico-sociale au sein de la communauté, ainsi que dans les petits métiers liés au commerce, à la distribution et aux services. Entre 1920 et 1924, par exemple, le nombre de leurs commerces concentrés entre Lima et Callao, là où la colonie reste la plus nombreuse, passa de 2 386 à 3 844 ; preuve d'un succès qui indisposa.

Dès leur arrivée on leur reprocha de se marier entre eux et de faire venir des épouses (choisies sur catalogue) du Japon, de répugner au mélange des races ; puis, lorsque leur situation s'améliorait, d'user du *yobiyose* (regroupement familial), forme d'appel de leurs parents du Japon afin qu'ils viennent grossir les rangs des employés de leurs commerces. On leur envia également leur rapide ascension et la facilité qu'ils avaient de se procurer des capitaux de départ grâce au *tanomoshi* (tontine japonaise). Enfin,

* Chargée de recherche au CNRS, Paris.

Heurs et malheurs

leur organisation en sociétés fermées, leurs nombreuses écoles (12, avant guerre) et leur presse inquiétaient, comme inquiétaient aussi les relations de plus en plus étroites, sur un arrière-fond nationaliste et militariste, qu'entretenait le gouvernement nippon avec ses ressortissants et avec les *Nisei* péruviens considérés comme japonais par le gouvernement impérial.

En 1930, la communauté japonaise dépassait en nombre les communautés chinoise et italienne. Ses firmes commerciales, spécialisées dans l'importation de pacotilles et de cotonnades très appréciées mais redoutées par la concurrence, exportaient coton, laine et minerais dont le Japon avait besoin. Dans l'agriculture de la côte centrale, entre Pacasmayo et Cañete, les Japonais contrôlaient jusqu'à 80 % de la production cotonnière. Autant de faits et d'événements qui préoccupèrent et alertèrent l'opinion.

En quête de matières premières et de marchés

CETTE fonction permit à Tokyo d'obtenir, et ce jusqu'après la déclaration du conflit mondial, des privilèges diplomatiques pour ses très nombreux émissaires commerciaux, techniciens, scientifiques et militaires chargés, aussi bien au Pérou qu'au Brésil ou en Argentine, de prospecter les régions les plus aptes à apporter au Japon les produits qui lui manquaient. Il ne s'agissait pas pour les Mitsubishi Shoji Kaisha, Mitsui Bussan Kaisha, Kanematsu cia, Kyowa Kogyo Kaisha ou la Pacific Trading Company d'investir mais aussi d'obtenir les marchés préférentiels que réclamait le gouvernement japonais. Certains d'entre eux furent d'ailleurs obtenus au Pérou sous une forme avantageuse pour le Japon, celle du troc. Des armes contre du fer, du guano, de l'antracite et du coton ; la modernisation de la mine de Sayapullo (département de Cajamarca) contre son remboursement en or, en argent et en cuivre (1940), enfin de la laine, du coton, du sucre et du sel

La chute du président Leguia, introducteur et protecteur des Japonais en 1930, permit aux mouvements anti-asiatiques d'intensifier leurs campagnes, et aux foules d'assouvir leur mécontentement en provoquant, en août 1930 puis en janvier 1931, les premiers pillages contre les commerces japonais. Le gouvernement de Tokyo qui, par ailleurs, planifiait une immigration intensive vers le Brésil dans le but d'y implanter des colonies agricoles, ne tint pas à envenimer ses relations avec le Pérou. C'est ainsi qu'il usa du malaise causé par les troubles et des dommages infligés à ses ressortissants pour tenter d'obtenir du gouvernement de Sanchez Cerro (1930-1933), puis de celui du président Benavides (1933-1939), des contrats commerciaux privilégiés. L'indulgence de ces gouvernements fut également demandée en matière d'immigration quand le Japon devint leur fournisseur d'armes.

contre l'indemnisation que devait verser le Pérou aux ressortissants japonais victimes des manifestations de mai 1940.

Ces privilèges accordés aux compradores japonais augmentèrent le mécontentement populaire. Depuis longtemps des rumeurs, souvent fondées, mettaient en doute les intentions japonaises au Pérou comme au Brésil où les efforts de colonisation avaient été plus importants encore et avaient fini par indisposer. Les Etats-Unis, voyant d'un mauvais œil la présence d'instructeurs nippons dans les rangs de l'armée péruvienne (1935), se montraient d'autant plus vigilants que le Japon avait ouvertement déclaré à leur intention qu'il envisageait, en cas de conflit, d'investir soit les îles Galapagos (Equateur) soit le nord du Pérou comme base d'action contre le canal de Panama.

Dans le peuple, des rumeurs d'espionnage (alimentées par les services secrets américains et anglais) circulaient contre les producteurs japo-

nais de coton, contre les migrants qui avant de s'installer au Pérou avaient combattu en Mandchourie et en Corée. L'atmosphère était lourde quand, le 13 mai 1940, éclata à Lima une violente émeute anti-japonaise accompagnée de pillages. Ce soulèvement populaire eut lieu la veille d'une grande réunion se tenant à Rio-de-Janeiro, entre tous les diplomates japonais en poste en Amérique latine, visant à adopter une stratégie qui leur permettrait d'obtenir plus efficacement les marchés, notamment celui du coton avec le Brésil et celui des minerais avec la Bolivie. L'attitude hostile du Pérou les fera finalement se tourner vers l'Argentine où ils ouvriront une ambassade et obtiendront de la viande, de la laine, du maïs et du blé contre du papier et des produits chimiques.

Dès lors des mesures sévères compromettent les relations entre Lima et Tokyo. On interdit au Japon l'importation de minerais, on ferma les écoles, on mit l'embargo sur les fonds bancaires des entités sociales et industrielles japonaises, les biens meubles et immeubles des ressortissants furent confisqués.

Aidées par les services secrets américains et anglais — eux-mêmes obsédés par l'infiltration japonaise en Amérique latine, — les autorités péruviennes engagèrent une procédure d'extradition des résidents compromis ou soupçonnés dans des activités d'espionnage vers des camps d'internement situés aux Etats-Unis, 1 800 Japonais résidant au Pérou furent déportés entre avril 1942 et octobre 1944 à Crystal City au Texas ou à l'Alien Internment Camp de Santa-Fe au Nouveau-Mexique (1).

A la fin de la guerre le sort de ces familles expulsées et internées aux Etats-Unis restait précaire. Plus de 600 personnes préférèrent rentrer dans un Japon vaincu tandis que plus d'un millier demandèrent à retourner au Pérou rejoindre le reste de leur famille. En 1947, 304 Japonais attendaient encore ce retour que le Pérou, malgré la pression exercée par les Etats-Unis pour régler humainement ce problème,

(1) Harvey Gardiner, *The Japanese and Peru*, University of New-Mexico, 1975.